

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/201235]

3 MARS 2009. — Circulaire ministérielle relative au Fonds social de l'Eau

Référence légale : Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

Rétroactes :

• **Objectif du Fonds social de l'Eau**

Le Fonds social de l'eau est un mécanisme financier reposant sur la participation des distributeurs d'eau, des C.P.A.S. et de la S.P.G.E., dont l'objet est d'intervenir dans le paiement des factures d'eau des consommateurs en difficulté de paiement.

• **Alimentation du Fonds**

Le distributeur doit prendre en charge une contribution destinée à alimenter le Fonds social de l'Eau.

La contribution est fixée à € 0,0125 par m³ d'eau facturé. Ce montant pourra être adapté par le Gouvernement wallon.

Cette contribution est mentionnée sur toute facture d'eau envoyée au consommateur par le distributeur, à titre d'élément constitutif du coût-vérité.

• **Utilisation du Fonds**

La répartition des montants recueillis par le Fonds social sont utilisés :

- à **85 % minimum** pour couvrir les dépenses relatives à l'intervention dans le paiement des factures d'eau des consommateurs;

- à **9 % minimum** pour couvrir les frais de fonctionnement encourus par les C.P.A.S.;

- à **1 % maximum** pour couvrir les frais de fonctionnement de la S.P.G.E.;

- **le solde** aux améliorations techniques utiles permettant aux distributeurs d'assister les consommateurs bénéficiaires.

Chaque distributeur consigne le montant de sa contribution, communiqué par la S.P.G.E. dans son budget et dans ses comptes sous une rubrique distincte dénommée "Contribution au Fonds social de l'Eau". De ce compte sont prélevées les sommes intervenant dans le paiement des factures d'eau et les frais de fonctionnement des C.P.A.S. et de la S.P.G.E.

Chaque distributeur consigne dans son budget et dans ses comptes, dans une rubrique affectée "Fonds destinés aux dépenses d'améliorations techniques", 5 % de la contribution dont il est redevable. Ces sommes sont destinées à la participation dans les dépenses d'amélioration technique réalisées pour les consommateurs en difficulté de paiement ou l'ayant été les deux années précédant la demande d'intervention. Ces améliorations techniques peuvent consister notamment en la modification des installations de raccordement, en la mise en place de compteur limiteur de débit, et en la recherche de fuite dans l'installation intérieure du consommateur.

La répartition des droits de tirage entre les C.P.A.S. situés dans la zone d'un distributeur se fait sur base d'une formule faisant intervenir (voir article 6 de l'arrêté) :

- le nombre de consommateurs en difficulté de paiement;
- le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale;
- le nombre de compteurs d'eau.

Ces mêmes critères interviennent pour la répartition des frais de fonctionnement des C.P.A.S.

• **Procédure**

• Le distributeur envoie la facture de consommation d'eau au consommateur.

• Si le consommateur ne paie pas sa facture, le distributeur envoie une lettre de rappel au consommateur, en indiquant qu'il a la possibilité de bénéficier de l'intervention du Fonds social.

• En cas de non-paiement de la facture d'eau à l'expiration du délai fixé par le rappel, le distributeur envoie une lettre de mise en demeure. Celle-ci indique que le consommateur peut s'adresser au C.P.A.S. de sa commune, mais que s'il ne le fait pas et qu'il ne paie pas à l'issue du délai de mise en demeure, son dossier sera transmis au C.P.A.S., sauf s'il s'y oppose. Le texte à insérer dans la mise en demeure est repris à l'article R.317 du Code de l'Eau.

Le distributeur informe le consommateur défaillant de l'éventuelle intervention du Fonds.

• Si le consommateur ne paie toujours pas sa facture d'eau, le distributeur transmet au C.P.A.S. compétent la liste des noms des consommateurs en difficulté de paiement.

• Le C.P.A.S. statue dans les **30 jours** de la transmission de la liste, sur l'octroi et le montant de l'intervention financière.

• La décision du C.P.A.S. (conseil de l'aide sociale, ou organe auquel le conseil a délégué cette attribution) est communiquée, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception dans les **8 jours** à dater de la prise de décision au consommateur.

Le C.P.A.S. informe le distributeur de la décision. La décision est motivée et signale la possibilité et les modalités de recours. Le C.P.A.S. a la possibilité d'intervenir d'initiative auprès du distributeur afin de demander l'intervention du Fonds social au profit de consommateurs susceptibles de connaître des difficultés de paiement de leur facture d'eau, et ce avant l'établissement de la liste par le distributeur.

• Le consommateur qui n'est pas titulaire de l'abonnement à la distribution publique peut également bénéficier du Fonds social en se rendant au C.P.A.S. Dans ce cas, le distributeur impute l'intervention du Fonds sur la facture dressée au nom du propriétaire ou de la copropriété.

• Le distributeur informe le consommateur défaillant de l'éventuelle intervention du Fonds pour la prise en charge totale ou partielle de sa facture.

• Le C.P.A.S. communique chaque année un rapport d'activités à la S.P.G.E. sur la mise en œuvre du décret.

Enseignements tirés de quatre années d'application du Fonds social

1. Utilisation du Fonds pour améliorations techniques :

L'article D.240 du Code de l'Eau prévoit que 5 % maximum de la contribution peut être utilisé au titre d'améliorations techniques utiles permettant aux distributeurs d'assister les consommateurs bénéficiaires de l'intervention du Fonds social de l'Eau en vue d'une gestion rationnelle de l'eau.

L'article R.308, 7°, du Code de l'Eau définit les dépenses d'améliorations techniques comme étant les interventions des distributeurs réalisées dans le cadre des améliorations techniques des installations d'eau des consommateurs bénéficiaires de l'intervention financière dans le paiement de leur facture d'eau.

L'article R.314 du Code de l'Eau précise que les sommes consignées sous une rubrique dénommée "fonds destiné aux dépenses d'améliorations techniques" sont destinées à la participation dans les dépenses d'améliorations techniques réalisées pour les consommateurs en difficulté de paiement ou l'ayant été les deux dernières années précédant la demande d'intervention. Ces améliorations techniques peuvent consister notamment en la modification des installations de raccordement, la mise en place de compteur limiteur de débit et en la recherche de fuite dans l'installation intérieure du consommateur.

L'octroi d'une intervention du Fonds social peut être élargie aux consommateurs en difficulté de paiement, c'est-à-dire ceux qui sont repris sur les listes de débiteurs défaillants transmises régulièrement par les distributeurs aux C.P.A.S.

D'autres interventions sont envisageables. Il s'agit principalement du :

- Financement du placement de compteurs à prépaiement;
- Financement de limiteurs de débit (fourniture, placement et maintenance) et d'appareils de type chasses d'eau économiques, robinets et pommeaux de douche à flux réduit,...;
- Financement de travaux destinés à une meilleure gestion de la consommation (déplacement ou modification de raccordement pour un meilleur accès au compteur et contrôle de la consommation);
- Financement de l'intervention dans le coût d'une réparation de fuite ou dans la mise en conformité de l'installation (prise en charge totale ou partielle sur base de justificatifs : devis, factures,...);
- Financement d'une recherche de fuite sur installation privée (canalisations souterraines);
- Financement de travaux destinés à réduire le risque potentiel de survenance de fuite (remplacement de canalisations vétustes entre la cavette et l'habitation, déplacement du compteur en cave (pour certaines implantations en cavette ne se justifiant plus);
- Financement de réducteurs de pression en vue de diminuer les consommations et éviter la mise en décharge d'eau potable via le groupe de sécurité du boiler.

Les distributeurs sont tenus de justifier les montants utilisés du Fonds pour améliorations techniques lors de la transmission du rapport annuel à la S.P.G.E.

2. Utilisation des droits de tirage complémentaires non utilisés :

L'article R.316 prévoit que la S.P.G.E. verse le solde de la contribution à affecter ... entre tous les distributeurs d'eau ... de manière à permettre à chaque C.P.A.S. de disposer sur ce solde d'un montant proportionnel à l'utilisation de leur droit de tirage de l'année précédente par rapport à l'utilisation totale du droit de tous les C.P.A.S.

Ces droits de tirage complémentaires versés aux distributeurs restent définitivement acquis pour le Fonds social de l'Eau, et doivent être utilisés pour aider des consommateurs en difficulté de paiement dans le cadre de la couverture de leurs factures d'eau.

Le consommateur en difficulté est la personne dont le C.P.A.S. établit qu'elle éprouve des difficultés, temporaires ou non, à acquitter sa facture d'eau. C'est notamment la personne reprise dans la liste transmise par le distributeur d'eau au C.P.A.S. en raison du fait qu'à l'expiration du délai de mise en demeure, il se trouve en défaut de paiement de tout ou partie de sa facture d'eau de distribution. Il ne faut pas être en défaut de paiement pour faire appel au C.P.A.S. Ce dernier peut décider de puiser dans le Fonds pour rembourser une personne ayant payé sa facture d'eau mais faisant face à une difficulté financière passagère.

3. Compétence des C.P.A.S. en cas de déménagement d'un consommateur en difficulté de paiement :

Il arrive régulièrement qu'un consommateur en difficulté de paiement ait déménagé et soit domicilié dans une commune qui n'est pas desservie par le distributeur d'eau émetteur de la facture, et donc vis-à-vis duquel le C.P.A.S. ne bénéficie pas de droit de tirage.

Conformément à la loi organique du 8 juillet 1976 sur les C.P.A.S., c'est le C.P.A.S. de la commune où est domicilié le consommateur qui est compétent pour la gestion du Fonds social de l'Eau et non celui de la commune où se trouvait le compteur d'eau pour lequel une facture n'a pas été honorée.

Le dialogue et la coopération entre les C.P.A.S. concernés permettent d'éviter toute difficulté dans le transfert de compétence d'un C.P.A.S. à l'autre en cas de déménagement d'un consommateur en difficulté de paiement.

4. Accès des locataires au fonds social de l'eau :

La procédure d'intervention du Fonds social est en principe initiée lorsque qu'une facture d'eau s'avère impayée. Ceci pourrait exclure de l'intervention du Fonds les occupants d'immeubles à logements multiples non équipés de compteurs individuels, ou certains locataires, la facture globale étant transmise au propriétaire, au syndic ou à la copropriété.

Pour pallier cette difficulté, il est recommandé de recourir à la procédure suivante :

- Le C.P.A.S. introduit la demande de droit de tirage via le formulaire habituel et accompagné :
 - du détail de la somme réclamée au locataire ou propriétaire usager en difficulté (facture ou autre document décomposant le calcul et la méthodologie appliquée);
 - d'une composition de ménage;
 - d'un numéro d'un compte bancaire avec la mention de l'identité de son titulaire, sur lequel le remboursement doit être effectué.
- Le distributeur procède à diverses vérifications :
 - Eléments repris sur le document et au fichier du distributeur :
 - la consommation doit être inférieure à la consommation globale facturée par le distributeur au destinataire de la facture (propriétaire, syndic ou copropriété);
 - la consommation doit être inférieure ou égale à celle estimée pour un ménage identique à celui du demandeur;
 - le prix appliqué par m³ (eau froide uniquement) doit correspondre au tarif en vigueur pour la période de consommation facturée;
 - Le distributeur calcule le montant de l'intervention accordée en fonction de l'analyse des éléments précités et confirme le montant de l'intervention au C.P.A.S. (renvoi du document).
 - Le distributeur opère le remboursement du montant octroyé au numéro de compte susvisé.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez prendre contact avec M. Claude Pirotte de la S.P.G.E. (tél. : 081-25 19 30; fax : 081 25 19 48; e-mail : claude.pirotte@spge.be).

Namur, le 3 mars 2009.

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/201235]

3 MAART 2009. — Ministeriële omzendbrief betreffende het Sociaal Waterfonds

Wettelijke referentie : Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Retroakten :

• **Doelstellingen van het Sociaal Waterfonds**

Het sociaal Waterfonds is een financieel mechanisme dat berust op de participatie van de waterverdelers, de O.C.M.W.'s en de S.P.G.E. (Openbare Waterbeheersmaatschappij). Het doel van dat fonds bestaat erin tegemoet te komen in de betaling van de waterfacturen van de verbruikers die in betalingsmoeilijkheden verkeren.

• **Spijzing van het Fonds**

De verdeler stort een bijdrage om het sociaal Waterfonds te spijzen.

De bijdrage wordt vastgelegd op € 0,0125 per gefactureerde m³ water. Dat bedrag kan door de Waalse Regering aangepast worden.

Die bijdrage wordt als bestanddeel van de reële kostprijs vermeld op elke waterfactuur die de verdeler aan de verbruiker richt.

• **Gebruik van het Fonds**

De door het Sociaal Fonds ontvangen bedragen worden verdeeld als volgt :

minimum 85 % ter dekking van de uitgaven i.v.m. de tegemoetkoming in de betaling van de waterfacturen van de verbruikers;

minimum 9 % ter dekking van de werkingskosten van de O.C.M.W.'s;

maximum 1 % ter dekking van de werkingskosten van de S.P.G.E.;

het saldo voor de technische verbeteringen die voor de verdelers nuttig zijn om de rechthebbende verbruikers bijstand te kunnen verlenen.

Elke verdeler boekt het door de S.P.G.E. meegedeelde bedrag van zijn bijdrage in zijn begroting en in zijn rekeningen onder een aparte rubriek die "Contribution au fonds social de l'Eau" (Bijdrage in het Sociaal Waterfonds) genoemd wordt. Van die rekening worden de sommen afgetrokken die dienen om tegemoet te komen in de betaling van de waterfacturen en in de werkingskosten van de O.C.M.W.'s en van de S.P.G.E..

Elke verdeler boekt 5 % van de bijdrage die hij verschuldigd is in zijn begroting en in zijn rekeningen onder de rubriek "Fonds destinés aux dépenses d'améliorations techniques" (Fondsen bestemd voor de uitgaven i.v.m. technische verbeteringen). Die sommen zijn bestemd voor de participatie in de uitgaven i.v.m. technische verbeteringen gemaakt voor verbruikers die in betalingsmoeilijkheden verkeren of verkeerden in de loop van de twee jaren vóór de aanvraag tot tegemoetkoming. Die technische verbeteringen kunnen bestaan in o.a. de wijziging van de aansluitingsinstallaties, de plaatsing van de debietbeperkende meter en in de opsporing van lekkages in de binneninstallatie van de verbruiker.

De trekkingsrechten worden onder de in de zone van een verdeler gevestigde O.C.M.W.'s verdeeld op basis van een formule die rekening houdt met (zie artikel 6 van het besluit) :

- het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden;
- het aantal rechthebbenden op het leefloon;
- het aantal watermeters.

De werkingskosten van de O.C.M.W.'s worden op basis van diezelfde criteria verdeeld.

• **Procedure**

• De verdeler stuurt de waterfactuur naar de verbruiker.

• Indien de verbruiker zijn factuur niet betaalt, stuurt de verdeler hem een herinneringsbrief waarin hij hem erop wijst dat hij de tegemoetkoming van het Sociaal Waterfonds kan genieten.

• Indien de waterfactuur niet betaald wordt binnen de termijn die in de herinneringsbrief vastligt, verstuurt de verdeler een aanmaningsbrief. Daarin wordt de verbruiker erop attent gemaakt dat hij zich tot het O.C.M.W. van zijn gemeente kan richten. Indien hij dat niet doet en na afloop van de aanmaningstermijn niet betaalt, wordt zijn dossier aan het O.C.M.W. overgemaakt, behalve als hij zich daartegen verzet. De tekst die voor de aanmaning gebruikt wordt, is in artikel R.317 van het Waterwetboek opgenomen.

De verdeler geeft de verbruiker met betalingsmoeilijkheden kennis van de eventuele tegemoetkoming van het Fonds.

• Indien de verbruiker zijn waterfactuur nog steeds niet betaalt, maakt de verdeler de lijst van de verbruikers met betalingsmoeilijkheden aan het bevoegde O.C.M.W. over.

• Het O.C.M.W. beslist binnen **30 dagen** na het overmaken van de lijst over de toekenning van de financiële tegemoetkoming en over het desbetreffende bedrag.

• De beslissing van het O.C.M.W. (Raad voor Maatschappelijk Welzijn of orgaan waaraan de raad die bevoegdheid heeft gedelegeerd) wordt binnen **8 dagen**, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing aan de verbruiker, bij ter post aangetekend schrijven of tegen bericht van ontvangst meegedeeld.

Het O.C.M.W. geeft de verdeler kennis van de beslissing. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de beroepsmogelijkheid en -modaliteiten. Voordat de lijst door de verdeler wordt opgesteld, kan het O.C.M.W. op eigen initiatief bij hem tussenkomen en verzoeken om de tegemoetkoming van het Sociaal Fonds ten gunste van verbruikers die moeilijkheden zouden kunnen ondervinden om hun waterfactuur te betalen.

• De verbruiker die niet beschikt over het openbare distributieabonnement kan zich ook tot het O.C.M.W. richten om voor het Sociaal Fonds in aanmerking te komen. In dat geval vermeldt de verdeler de tegemoetkoming van het Fonds op de factuur opgemaakt op naam van de eigenaar of van de mede-eigendom.

• De verdeler geeft de verbruiker met betalingsmoeilijkheden kennis van de eventuele tegemoetkoming van het fonds met het oog op de volledige of gedeeltelijke tenlasteneming van zijn factuur.

• Het O.C.M.W. bezorgt de 'S.P.G.E.' jaarlijks een activiteitenverslag over de uitvoering van het decreet.

Lessen getrokken na vier jaar gebruik van het Sociaal Fonds

1. Gebruik van het Fonds met het oog op technische verbeteringen :

Artikel D.240 van het Waterwetboek bepaalt dat maximum 5 % van de bijdrage gebruikt mag worden voor nuttige technische verbeteringen die de verdelers in staat moeten stellen bijstand te verlenen aan de verbruikers die recht hebben op de tegemoetkoming van het Sociaal fonds met het oog op een rationeel waterbeheer.

Artikel R.308, 7°, van het Waterwetboek omschrijft de uitgaven voor technische verbeteringen als zijnde de tegemoetkomingen van de verdelers in het raam van de technische verbeteringen van de waterinstallaties van de verbruikers die in aanmerking komen voor de financiële tegemoetkoming in de betaling van hun waterfactuur.

Artikel R.314 van het Waterwetboek bepaalt dat de sommen opgenomen onder de rubriek "Fonds destiné aux dépenses d'améliorations techniques" bestemd zijn voor de participatie in de uitgaven i.v.m. technische verbeteringen gemaakt voor verbruikers die in de loop van de laatste twee jaren voor de aanvraag tot tegemoetkoming in betalingsmoeilijkheden verkeren of verkeerden. Die technische verbeteringen kunnen bestaan in o.a. de wijziging van de aansluitingsinstallaties, de plaatsing van de debietbeperkende meter en in de opsporing van lekkages in de binneninstallatie van de verbruiker.

De toekenning van een tegemoetkoming van het sociaal fonds kan verruimd worden tot de verbruikers met betalingsmoeilijkheden, met name die opgenomen op de lijsten van wanbetalende schuldenaars die regelmatig door de verdelers aan de O.C.M.W.'s overgemaakt worden.

Er kunnen andere tegemoetkomingen overwogen worden. Het gaat voornamelijk om :

- de financiering van de plaatsing van prepaymeters;
- de financiering van debietbeperkende meters (levering, plaatsing en onderhoud) en van toestellen zoals economische waterspoelingen, kranen en douchekoppen met beperkte stroom,... ;
- de financiering van werkzaamheden voor een beter beheer van het verbruik (verplaatsing of wijziging van de aansluiting met het oog op een vlottere toegang tot de meter en controle van het verbruik);
- de financiering van de tegemoetkoming in de prijs van een lekkageherstel of in het conform maken van de installatie (totale of gedeeltelijke tenlasteneming op basis van bewijsstukken : bestekken, facturen);
- de financiering van een opsporing van lekkages op een private installatie (ondergrondse leidingen);
- de financiering van werkzaamheden met het oog op de vermindering van lekkagerisico's (vervanging van verouderde leidingen tussen het keldertje en de woning, verplaatsing van de meter in de kelder (voor bepaalde vestigingen in een keldertje die niet meer gerechtvaardigd zijn);
- de financiering van drukbeperkers om de verbruiken te verminderen en om te voorkomen dat het drinkwater via de veiligheidsgroep van de boiler weggevoerd wordt.

De verdelers moeten bij de overlegging van het jaarverslag aan de S.P.G.E. de bedragen van het fonds rechtvaardigen die gebruikt worden voor technische verbeteringen.

2. Gebruik van de ongebruikte aanvullende trekkingsrechten

Artikel R.316 bepaalt dat de S.P.G.E. het saldo stort van de onder de alle waterverdelers te bestemmen bijdrage zodat elke O.C.M.W. op dat saldo kan beschikken over een bedrag in verhouding met het gebruik van zijn trekkingsrecht van het vorige jaar t.o.v. het totaalgebruik van het trekkingsrecht van alle O.C.M.W.'s.

Die aan de verdelers gestorte aanvullende trekkingsrechten blijven definitief verworven voor het sociaal Waterfonds en moeten gebruikt worden om de verbruikers met betalingsmoeilijkheden te helpen bij de betaling van hun waterfacturen.

De verbruiker met betalingsmoeilijkheden is de persoon van wie het O.C.M.W. vaststelt dat hij al dan niet tijdelijk moeilijkheden ondervindt om zijn waterfactuur te betalen. Die persoon wordt namelijk opgenomen op de lijst die de waterverdelers aan het O.C.M.W. overmaakt wegens het feit dat hij na afloop van de aanmaningstermijn niet in staat is zijn distributiewaterfactuur geheel of gedeeltelijk te betalen. Ook zonder betalingsmoeilijkheden kan een beroep op het O.C.M.W. gedaan worden. Het O.C.M.W. kan beslissen aan het Fonds te ontlenen met het oog op de terugbetaling aan een persoon die zijn waterfactuur betaald heeft maar die tijdelijk financiële moeilijkheden ondervindt.

3. Bevoegdheid van de O.C.M.W.'s in geval van verhuizing van een verbruiker met betalingsmoeilijkheden

Het komt regelmatig voor dat een verbruiker met betalingsmoeilijkheden verhuist naar een gemeente die niet bediend wordt door de waterverdelers van wie de factuur uitgaat en jegens wie het O.C.M.W. bijgevolg geen trekkingsrecht geniet.

Overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 op de O.C.M.W.'s is het O.C.M.W. van de gemeente waar de verbruiker woonachtig is bevoegd voor het beheer van het sociaal Waterfonds en niet het O.C.M.W. van de gemeente waar de watermeter staat waarvoor een factuur niet betaald wordt.

Door samspraak en samenwerking tussen de betrokken O.C.M.W.'s kan elk probleem i.v.m. bevoegdheids-overdracht van het ene O.C.M.W. naar het andere voorkomen worden in geval van verhuizing van een verbruiker met betalingsmoeilijkheden.

4. Toegang van de huurders tot het Sociaal Waterfonds

De procedure inzake de tegemoetkoming van het Sociaal Fonds wordt in principe opgestart wanneer blijkt dat een waterfactuur onbetaald is. Dit zou kunnen inhouden dat de tegemoetkoming van het Fonds niet verleend wordt aan de bewoners van panden met verschillende woningen die niet met individuele meters uitgerust zijn of aan bepaalde huurders omdat de globale factuur aan de eigenaar, de syndicus of de mede-eigendom overgemaakt wordt.

Om die moeilijkheid te verhelpen is het aanbevolen volgende procedure toe te passen :

- Het O.C.M.W. dient de aanvraag van het trekkingsrecht d.m.v. het gebruikelijke formulier in en laat ze vergezeld gaan van :

het detail van de som die gevorderd wordt van de huurder of eigenaar gebruiker met betalingsmoeilijkheden (factuur of ander document met de uitvoerige berekening en de toegepaste methode);

een gezinssamenstelling;

een nummer van een bankrekening, met melding van de identiteit van de houder ervan, waarop het terug te betalen bedrag gestort moet worden.

- De verdeler voert verschillende verificaties uit :
Gegevens opgenomen op het document en op het bestand van de verdeler :
 - het verbruik moet lager zijn dan het globale verbruik dat de verdeler vermeldt op de factuur van de bestemming (eigenaar, syndicus of mede-eigendom);
 - het verbruik moet lager zijn dan of gelijk aan het verbruik geraamd voor hetzelfde gezin als dat van de aanvrager;
 - de prijs toegepast per m³ (enkel koud water) moet overeenstemmen met het tarief van kracht voor de gefactureerde verbruiksperiode.
 - De verdeler berekent het bedrag van de tegemoetkoming die verleend wordt op grond van de analyse van voornoemde gegevens en geeft het O.C.M.W. bevestiging van het bedrag van de tegemoetkoming (teruzending van het document).
 - De verdeler stort het terug te betalen bedrag op bovenbedoelde rekeningnummer.
- Voor alle bijkomende informatie kan contact opgenomen worden met de heer Claude Pirotte van de 'S.P.G.E.' (tel. : 081-25 19 30; fax : 081-25 19 48; e-mail : claude.pirotte@spge.be).

Namen, 3 maart 2009.

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/201237]

Cellule "Recherche en Energie". — Appel à candidatures

Afin de renforcer les effectifs dans le cadre du soutien à la recherche en énergie, le Gouvernement wallon recherche :

- 1 ingénieur civil ou industriel ayant des compétences en électricité ou électromécanique;
 - 1 ingénieur civil ou industriel ayant des compétences en chimie;
- pour la Cellule "Recherche en Energie" au sein de la Direction de la Promotion de l'Energie durable (Dépt. Energie et Bâtiment durable, DGO4);

- Contexte et missions;
- Description de fonctions et profil de compétences;
- Références légales;
- Comment postuler valablement;
- Informations complémentaires;

Date limite de candidature : 1^{er} avril 2009.

Contexte et missions :

La problématique énergétique a pris ces trois dernières années une ampleur sans précédent. Nul ne peut contester aujourd'hui que le défi climatique, étroitement lié à nos modes de consommation d'énergie, ainsi que l'évolution des prix énergétiques demandent des réponses vigoureuses des pouvoirs publics.

C'est ce que le Gouvernement wallon a bien compris en consacrant en moins d'un an, deux Gouvernements thématiques à ces enjeux, en plus des moyens spécifiques dégagés sur la thématique énergétique dans le cadre du plan Marshall.

Compte tenu des multiples appels à projets en R&D énergie qui ont été ou vont être lancés, et des actions résultant des décisions prises dans le cadre des séances du Gouvernement consacrées au réchauffement climatique, l'administration de l'énergie est confrontée à de nombreuses charges de travail supplémentaires.

C'est pourquoi il a été constitué, au sein du Département Énergie et Bâtiment durable, une cellule d'appui disposant d'une expertise de haut niveau et chargée de la mise en œuvre du soutien à la recherche en énergie, comprenant notamment l'instruction des différents appels à projet lancés par ce département par exemple dans le cadre du Plan Marshall et du plan Air-climat. Cette cellule dépend de la Direction de la Promotion de l'Energie durable. Le candidat recherché viendra renforcer cette cellule.

Plus d'informations sur les actions du Département de l'Energie et du Bâtiment durable sur le site <http://energie.wallonie.be/fr/index.html?IDC=6018> et dans le dernier rapport d'activité de la (anc.) DGTRE

<http://recherche-technologie.wallonie.be/rapport2007>

Le Département Energie et Bâtiment durable (anc. Div. Energie) faisait partie jusqu'au 31 août 2008 de la DGTRE. Il fait maintenant partie de la DGO4.

Description de fonctions et profil de compétences :

Engagement d'un ingénieur civil ou industriel ayant des compétences en électricité ou électromécanique (poste 1 expert E0903DGO4/FS/01)

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures thématiques décidées par le Gouvernement wallon consacrées à la problématique du développement durable - réchauffement climatique,

l'expert engagé sera chargé des tâches suivantes :

- Dans le cadre du développement de l'innovation, assistance à la mise en place de programmes mobilisateurs de recherche, développement et démonstration (définition des thèmes et priorités, sélection des experts et prise de contact avec ceux-ci, participation aux séances d'information des publics cibles des appels à projets et notamment du monde industriel et académique wallon). Les compétences et l'expérience requise toucheront notamment aux produits, processus et services innovants en matière d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie);

- Analyse des projets Energie introduits dans le cadre des appels à projets et appréciation de ceux au regard des critères du décret du 5 juillet 1990 relatif à la recherche en Région wallonne;

- Suivi des projets retenus et contacts avec les promoteurs;

- Participation aux opérations de valorisation des projets, en particulier des projets de démonstration énergie retenus;

- Elaboration de documents de synthèse et de bilans relatifs aux orientations valorisées, y compris les retombées pour le monde industriel et/ou académique wallons;

- Appui scientifique et technique dans le cadre de l'élaboration des programmes de primes et de subsides, notamment en termes de fixation des critères techniques d'éligibilité;